Jean-Luc Deshayes, Didier Francfort, dirs, *Du barbelé au pointillé : les frontières au regard des sciences humaines et sociales*

Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2010

Philippe Hamman

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2786>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.2786

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2011

Pagination : 317-319

ISBN : 978-2-8143-0084-2

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Philippe Hamman, « Jean-Luc Deshayes, Didier Francfort, dirs, *Du barbelé au pointillé : les frontières au regard des sciences humaines et sociales* », *Questions de communication* [En ligne], 19 | 2011, mis en ligne le , consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2786> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.2786>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Jean-Luc Deshayes, Didier Francfort, dirs, *Du barbelé au pointillé : les frontières au regard des sciences humaines et sociales*

Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2010

Philippe Hamman

RÉFÉRENCE

Jean-Luc Deshayes, Didier Francfort, dirs, *Du barbelé au pointillé : les frontières au regard des sciences humaines et sociales*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2010, 298 p.

- 1 « Pourquoi étudier les frontières aujourd'hui ? », interrogent James Anderson, Liam O'Dowd et Thomas M. Wilson dans un éditorial de 2002 (« Why Study Borders Now ? », *Regional & Federal Studies*, 12 (4), 2002, pp. 1-12). Ils relèvent le paradoxe selon lequel lorsque les frontières – et en particulier celles d'État – apparaissent relativement stables, elles sont négligées dans les travaux de sciences sociales, tandis qu'à présent, où elles sont affectées (ce qui ne signifie pas affaiblies), par les processus de globalisation économique et d'intégration européenne, elles (re ?) deviennent un sujet d'intérêt. Désormais, ne parle-t-on pas dans les études anglo-saxonnes de *border studies* voire, plus précisément encore, de *cross-border studies* ? Les auteurs relient ce gain d'attractivité à la différenciation croissante de ce que recouvre la frontière et ses effets de filtre, en pointant un certain nombre de disjonctions, notamment entre une circulation plus libre des capitaux et des biens et une régulation plus forte des migrations de personnes. On peut en citer d'autres : entre l'économie et le politique ou encore le culturel, entre l'État et d'autres niveaux d'organisation sociale supra- ou infra-nationale. Sans oublier le fait que le façonnage de nouveaux espaces amène de nouvelles segmentations, ajoutant à la polysémie des frontières.

- 2 Il en ressort que la frontière prend sens au croisement de trois enjeux qui renvoient à une trame à la fois temporelle, spatiale et sociale : la protection (issue de la protection historique du territoire face à l'ennemi), le contrôle – et son corollaire qu'est le passage (la frontière est toujours traversée par des échanges, où elle joue un rôle de filtre) – et la différenciation entre des modèles et des systèmes de normes, d'organisation sociale ou encore des dispositifs techniques – que d'aucuns peuvent subir, mais avec lesquels ils peuvent aussi jouer. C'est en cela que l'on évoque fréquemment des effets-frontières liés à ces différentiels, ceux-ci pouvant à la fois grever et favoriser les échanges, en tous les cas positionner la frontière comme une interface animée par des acteurs, des groupes et des enjeux, en partie au moins spécifiques – ce que nous avons qualifié ailleurs d'espaces-frontières (voir Hamman Ph., *Éléments pour une sociologie des espaces-frontières*, dossier d'Habilitation à diriger des recherches en sociologie, Université Paul Verlaine-Metz, 3 vol. , 2009).

- 3 Une telle perspective permet d'écarter d'emblée les discours sur ce qui serait une « fin des frontières », dépassées par les réseaux, les mobilités accrues, la réduction des espaces-temps, etc. et qu'attesterait la fin de postes de douane entre les pays membres de l'Union européenne, par exemple. Or, la globalisation et la mondialisation ont stimulé la territorialisation de l'espace, loin de la « fin des territoires » parfois pronostiquée – au sens de Bertrand Badie (*La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard, 1995). La pertinence des frontières comme objet d'étude mérite d'autant plus d'être réactivée. Celles-ci ne disparaissent pas de leur belle mort. Faut-il rappeler qu'il y a toujours des douaniers mais que les lieux changent : aéroports et pôles logistiques, etc., et se diffusent, l'ensemble du territoire national étant concerné ? Les frontières se transforment, se spécialisent, évoluent vers plus de complexité que dans le modèle de l'État westphalien. C'est notamment le cas pour l'Union européenne, où, par rapport aux frontières d'État qui cumulaient les fonctions, on voit apparaître des frontières « économiques » ou encore des frontières « monétaires », etc., dont le périmètre peut être différent et fluctuant (non adhésion à l'Euro...).

- 4 Il n'y a donc pas lieu de céder à un « dépérissement de la recherche sur les faits frontaliers » (4^e de couverture), tout au contraire, et cet ouvrage, publié avec le concours de la Maison des Sciences de l'Homme Lorraine dans le cadre de son axe « Frontières, territoires, échanges », vient appuyer la dimension heuristique du questionnement de cet objet, aux dimensions plurielles, y compris et peut-être d'abord, en tant que terme discursif, susceptible d'investissements cognitifs et de perceptions diverses – politiques, populaires et académiques – qui « se chevauchent toujours mais ne coïncident jamais » ; précisément, ces divergences font partie intégrante des frontières (voir Anderson M., « Les frontières : un débat contemporain », *Cultures et conflits*, 26-27, 1997, pp. 15-34). L'appel à la pluridisciplinarité est d'autant plus requis pour saisir ces processus et ces enjeux. C'est l'une des postures de ce livre collectif, co-dirigé par un sociologue, Jean-Luc Deshayes, et un historien, Didier Francfort, qui accueille des contributions de ces champs ainsi que de ceux de l'économie et du droit. La quinzaine d'auteurs réunis présente la particularité d'émaner d'Universités situées dans des régions frontalières : Nancy, Metz, Strasbourg et Lille. C'est un trait largement avéré que les travaux sur les frontières sont portés par des chercheurs et des unités de recherche localisés dans les territoires qu'ils étudient – le fait n'est du reste pas propre à la France, il suffit de penser aux études menées par Henk Van Houtum, du Centre

d'étude des frontières aux Pays-Bas. Ceci a pour conséquence de « territorialiser » les terrains retenus pour l'essentiel en Lorraine et du moins autour des frontières françaises du Nord-Est ; mais cela ne grève pas la portée de l'ouvrage, si l'on veut bien reconnaître qu'il y a là des « laboratoires » riches de sens, pour employer un terme à la mode, en prenant garde toutefois à la question des échelles de perception du chercheur (ce qu'il peut observer ou pas en fonction du point auquel il se situe) avant d'opérer des généralisations. Des comparaisons avec les travaux impulsés à l'Université de Strasbourg pourraient ici être conduites (voir par exemple : Wassenberg B., dir., *Vivre et penser la coopération transfrontalière : les régions frontalières françaises*, vol. 1, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2010 ; Clavert F., Hamman Ph., Wassenberg B., dirs, *Contre l'Europe ? Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours : les concepts*, vol. 1, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2010).

- 5 La ligne directrice que dégagent Jean-Luc Deshayes et Didier Francfort est la suivante : réintroduire la consistance et la complexité du social dans les questions d'identification et de différenciation qu'emportent les frontières et leur appréhension actuelle. À travers une organisation claire en trois parties rassemblant à chaque fois trois textes, le lecteur est conduit à aborder trois questions structurantes de l'ouvrage et qui se répondent. La première, relative à une dimension d'épaisseur temporelle, correspond à un retour sur la notion de frontière et ses définitions – diverses –, lequel passe par un appel au temps long, en remontant jusque l'an Mil. Il s'agit ainsi de repérer des évolutions mais également des permanences de long terme, à travers la spatialisation de regards fins portant sur différentes situations locales et régionales. C'est une première leçon : tout ne peut être rapporté à des frontières nationales ; comprendre la relative stabilisation contemporaine de ces dernières (même s'il y a des exceptions dans différentes aires politico-culturelles, on le sait) ne peut faire l'économie d'un regard sur tout un processus de territorialisation des frontières et par elles, à différents niveaux d'organisation des sociétés. En ce sens, les contributions rendent raison de la diversité des acceptions de la frontière, quant à sa matérialité (Patrice Bertrand, Cédric Moulis), quant aux pratiques sociales qu'elle objectivise (la production du groupe se fait toujours à la fois par affiliation et par distinction d'avec un extérieur ; la pratique linguistique en constitue un exemple, comme le montre Jean Devriendt), et enfin quant aux regards, nécessairement situés aussi, que le chercheur porte sur cet objet, nous faisant entrer dans le débat histoire/historiographie (Vianney Muller).
- 6 Le deuxième fil conducteur tient à l'épaisseur socio-spatiale des frontières, et touche à l'importante problématique de la frontière-ligne comme frontière d'État. Lucien Febvre a souligné que la frontière renvoie progressivement à une limite stable dès la sortie de la féodalité, qui correspond justement à l'apparition de l'État moderne (voir *Pour une histoire à part entière*, Paris, SEVPEN, 1962). Certes, il n'y a pas consensus sur la datation d'un moment de « basculement » d'une conception à l'autre. En revanche, la frontière ligne est associée de façon quasi-constante au contexte socio-historique européen et au modèle de l'État-nation. En ce sens, le processus de construction étatique a fait advenir, en France notamment, par l'établissement des frontières, à partir d'un espace donné un territoire dominé (c'est-à-dire « approprié, délimité, possédé », comme l'écrit Daniel Nordman dans *Frontières de France. De l'espace au territoire. XVI^e-XIX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1998). C'est un même phénomène qui s'inverse durant la deuxième moitié du XX^e siècle, dans le cadre des dynamiques de construction européenne, où il s'agit d'extraire des territoires nationaux un espace européen. Mais là encore, les choses ne sont pas monolithiques : la fabrique d'un espace européen est loin de correspondre à

une simple déconstruction des territoires nationaux ou à une disparition des frontières étatiques, même s'il y a une part de brouillage. D'où une attention des auteurs à l'épaisseur du social : la frontière est un attribut juridique de l'État souverain (Paul Klötgen, Christopher Pollmann) et emporte à ce titre tout un ensemble de conséquences pour les habitants et les citoyens des construits territoriaux qu'elle délimite, spécialement visibles en conjonction de labilité de ces cadres de droit qui sont autant de construits politiques et sociaux. Le cas de la citoyenneté de l'Union européenne est très éclairant (Malika Ghemmaz).

- 7 La troisième entrée, qui s'imbrique, est alors celle des passages, ou de la frontière-filtre, c'est-à-dire de l'enjeu de son épaisseur en tant que membrane, pour filer la métaphore biologique (Dagognet F., *La peau découverte*, Paris, Éd. Synthélabo, 1993). Trois illustrations sont proposées : Karen Denni évoque la question matérielle du franchissement à travers la construction de quatre ponts sur le Rhin comme marqueurs des relations transfrontalières entre 1860 et 2004 – ce qui nous rappelle la fameuse expression de Georg Simmel, « le pont et la porte » ! Rachid Belkacem, Monique Borsenberger et Isabelle Piroth se concentrent sur la profondeur socio-économique des rapports transfrontaliers, à travers la caractérisation du travail frontalier en Lorraine comme liant d'un espace-frontière vécu. Et Jean-Luc Deshayes, à l'aune du cas si symbolique de Longwy, se penche sur la référence à la frontière dans les rapports sociaux. Transversalement, c'est la dialectique distance/proximité qui se révèle au cœur des effets frontières pointés par les contributeurs. Il en va d'une tension, inégalement forte, entre proximité spatiale et distance sociale, qui confirme l'actualité des pistes ouvertes par Norbert Elias et John Scotson sur la communauté de Winston Parva, en Angleterre, à la fin des années 1950 - début des années 1960 ; le « racisme sans race » et l'« exclusion sans fracture économique » que Norbert Elias repère alors ne peuvent se comprendre qu'en rapport à des processus territorialisés mettant à distance le voisin dans la proximité (*Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard, 2001, pp. 14-19).
- 8 On ajoutera que ces textes sont encadrés par des introductions des deux coordinateurs – mais aussi un intéressant « prologue » sur le vocabulaire de la frontière en grec et en latin, quant à la pluralité des termes utilisés et des sens qui s'en dégagent – et par une copieuse bibliographie raisonnée (pp. 257-290). Ainsi l'ouvrage vient-il apporter une pierre supplémentaire à l'interrogation socio-spatiale mais aussi conceptuelle de la frontière qui appellera, à n'en pas douter, bien d'autres réflexions encore...

AUTEURS

PHILIPPE HAMMAN

CRESS, université de Strasbourg
 phamman@unistra.fr